

SRC de Bretagne – consultation reglementaire – bilan (octobre 2019)

délai de réponse : 2 mois, au-delà, en l'absence d'avis, l'avis est réputé favorable (cf art L.515-3 du code de l'environnement).

Instance	date saisine	délai consultation	date avis	type de retour	avis	Prise en compte dans le projet de SRC (octobre 2019) : réponses et compléments portés
CDNPS -formation carrière 22	18/03/19	2 mois	15/05/19	compte rendu réunion	de favorable (12 favorables, 2 abstentions)	
CDNPS -formation carrière 29	18/03/19	2 mois	06/06/19	compte rendu réunion	de favorable à l'unanimité	
CDNPS -formation carrière 35	18/03/19	2 mois	09/05/19	compte rendu réunion	de favorable à l'unanimité	
CDNPS -formation carrière 56	18/03/19	2 mois	17/05/19	compte rendu réunion	de favorable (9 favorables, 2 abstentions)	
INAO	18/03/19	2 mois	28/08/19	courrier	L'INAO répondra au cas par cas plus précisément (rappel des AOP et AOC de Bretagne).	L'orientation dédiée à la préservation des espaces agricoles (orientation 2.6) rappelle l'importance des secteurs agricoles et agro-alimentaires en Bretagne. Tout projet de création/renouvellement/extension de carrières doit être établi en évaluant les effets sur l'activité, y compris dans le choix ultérieur d'aménagement du site, en appliquant la séquence éviter, réduire et compenser aux impacts directs et indirects sur les espaces agricoles et forestiers. Des échanges parcellaires ou travaux sur d'autres parcelles peuvent être convenus dans ce cadre (mesure 28).
CNPF	18/03/19	2 mois	pas d'avis reçu			
CRAB	18/03/19	2 mois	29/05/19	courrier	La CRAB insiste sur le fait que l'intérêt national ou régional d'un gisement ne doit pas conduire à minorer les intérêts agricoles d'un territoire. Sous réserve de la prise en compte de cette observation, la CRAB présente un avis favorable sur le document	Cette précision est rajoutée, au même titre que les enjeux environnementaux, aux chapitres sur les gisements d'intérêt régional et national (résumé non technique et rapport – partie 03).
PNR Golfe Morbihan	18/03/19	2 mois	pas d'avis reçu			
PNRA	18/03/19	2 mois	11/06/19	courrier	projet de SRC de grande qualité, compatible avec la charte du PNRA dans sa globalité. Toutefois des manques : absence de positionnement clair relatif au changement climatique, faiblesses sur certaines composantes comme l'entrepreneuriat et le tourisme, absence relative à la directive cadre milieu marin, faiblesse des échanges avec le PNRA avant le travail SRC.	Le SRC encourage l'usage des ressources locales et favorise les approvisionnements de proximité (orientation 1.4 et 2.4). Une fiche d'orientation 2.5 est dédiée à la limitation des émissions de GES et l'objectif d'efficacité énergétique avec des dispositions : mesure 21-1 en faveur de la mutualisation d'installations (sites multi activités), mesure 25 demandant lors du dossier de demande d'exploitation l'examen du report modal et (mesure 26) la recherche de techniques d'exploitation et de transport moins consommatrices d'énergie et moins polluantes. L'entrepreneuriat et le tourisme sont traités de manière implicite : l'usage des ressources locales, l'intégration des ressources minérales patrimoniales en tant que gisements d'intérêt régional, et l'intégration des ressources minérales stratégiques en tant que gisements d'intérêt national visent la préservation des savoirs-faire et des emplois, les orientations en faveur de la prise en compte du patrimoine naturel et culturel, de la préservation du cadre de vie et de l'inscription des remises en état dans le développement durable (enjeux 3.4, et 5) visent le respect de la qualité des lieux y compris quand il y a un enjeu touristique. Le SRC rappelle la DCSMM au chapitre « document stratégique de façade et plans d'action pour le milieu marin », mais ne statue pas sur les conditions d'exploitation des granulats marins, qui font l'objet d'un document de gestion dédié à l'échelle de la façade (DOGGM). Des échanges ont eu lieu pendant l'élaboration du SRC, en particulier à propos des carrières sur le territoire du PNRA et du projet de GEOPARK.
Autorité environnementale	18/03/19	3 mois	27/06/19	avis délibéré	Recommandations de l'Ae : de réviser les scénarios retenus pour les granulats de roches massives, par exemple en engageant une approche territorialisée, de hiérarchiser les scénarios pour les granulats de roches meubles, et d'engager un processus de sortie de la dépendance aux ressources marines, de proportionner les orientations et mesures du SRC en fonction des sensibilités environnementales, notamment pour édicter des mesures de prescriptions ou d'interdictions, renforcer à la hausse les orientations et mesures en faveur du recyclage.	Un mémoire en réponse détaillé à l'avis de l'Ae est établi. Les scénarios retenus dans le SRC sont le résultat d'un processus de concertation qui intègrent les enjeux environnementaux et aussi les enjeux d'approvisionnement en granulats pour les 12 prochaines années compte tenu des échéances d'autorisations de carrières (max 30 ans) et de la pénurie actuelle en ressources accessibles en sables roulés naturels terrestres. Des mesures complémentaires sont ajoutées au SRC pour assurer la prise en compte des sensibilités environnementales dans les projets de création/extension/renouvellement de carrière (mesure « o ») et l'encouragement à la recherche de production de sables issus du concassage de roches massives rentrant dans la composition des bétons (sous-mesure 6-3). Lors de la mise en œuvre du SRC sera engagée une étude sur le recyclage des déchets du BTP afin d'affiner la question et les pratiques en Bretagne.
Préfet Pays de la Loire	10/05/19	2 mois	10/07/19	courrier	favorable	
Préfet Normandie	10/05/19	2 mois	pas d'avis reçu			
Région Bretagne	10/05/19	2 mois	23/09/19	délibération	La région Bretagne ne soulève pas d'incohérence ni avec le SRADDET ni avec le PRPGD, il conviendra d'être vigilant sur la mise en œuvre des mesures qui permettent une prise en compte optimale du SRCE. Approche méthodique et sérieuse de la concertation. Il paraît incontournable que la part du recyclage croisse dans les granulats. Il est nécessaire de développer le recours aux matériaux biosourcés. Il convient d'évaluer le potentiel foncier pouvant être utilisé pour la production des énergies renouvelables. La solution du recyclage des déchets devra être étudiée avant leur mise en stockage dans les carrières. Il serait utile de connaître et inscrire au SRC les capacités de remblaiement des carrières bretonnes en déchets inertes. La protection de l'environnement doit être un critère de choix du scénario « production de granulats de roches massives ». La carte de sensibilité des sites à la biodiversité ne doit pas faire l'objet d'une lecture stricte : l'impact doit aussi être vérifié, évité ou minimisé dans les zones blanches. La question des espèces invasives doit être évoquée de façon plus approfondie. L'extraction de maërl n'est pas intégralement interdite en Bretagne, ce qui semble étonnant pour un tel habitat d'intérêt communautaire en Bretagne. Compte tenu du caractère participatif et consensuel et de la compatibilité du SRC avec le SRADDET et le PRPGD, le conseil régional émet un avis favorable au SRC.	Le SRC prévoit à l'orientation 3.1 notamment des dispositions qui s'appliqueront aux dossiers de création/renouvellement/extension de carrières afin de prévenir, pendant et après l'exploitation, toute nouvelle dégradation des milieux (mesure 29 et sous-mesures associées), en intégrant dans la réflexion les continuités écologiques, quels que soient les niveaux de sensibilité des zones. Lors de l'évaluation du SRC il sera examiné s'il y a lieu d'améliorer ces points. Des mesures associées à l'enjeu 5 sur l'inscription des remises en état et des réaménagements de carrières dans le développement durable ouvrent au cas par cas la décision locale sur le devenir de ces sites. Il n'existe pas de données sur les potentiels fonciers que constituent les carrières en faveur des énergies renouvelables, ce point pourrait constituer un travail à développer dans le cadre du plan éco-énergie breton. Les matériaux biosourcés sont inclus dans les ressources faisant l'objet de mesures (sous-mesure 27-3) en faveur de partages d'expériences et de recherche. La question du recyclage des déchets inertes du BTP en Bretagne, fera l'objet d'une étude spécifique en 2020, en partenariat avec la région Bretagne et l'Ademe. La mesure 32 du SRC dispose que les carrières prévoient des dispositions en faveur de l'identification, du contrôle ou d'éradication et de la gestion de leurs déchets en vue de lutter contre les espèces invasives. Le plan d'actions pour le milieu marin mentionne la suspension des extractions de maërl, dont les autorisations en Bretagne ont cessé depuis 2013.
Région Normandie	10/05/19	2 mois	04/07/19	délibération	avis favorable	
Région Pays de la Loire	10/05/19	2 mois	pas d'avis reçu			

Conseil départemental 22	10/05/19	2 mois	pas d'avis reçu			
Conseil départemental 29	10/05/19	2 mois	pas d'avis reçu			
Conseil départemental 35	10/05/19	2 mois	22/07/19		Le département souhaite que les ENS soient intégrés aux zones de sensibilités majeures, que les gisements techniquement exploitables impliquant des ENS soient supprimés des gisements potentiellement exploitables. Par ailleurs le département propose que la recommandation 44 soit prise en compte de manière systématique. Des anciennes carrières peuvent abriter une biodiversité remarquable et il est primordial que les sites d'anciennes carrières n'affectent pas la qualité paysagère des lieux dans lesquels ils s'insèrent.L'importance du travail qui a été mené pour élaborer le SRC est souligné.	Une contradiction entre le tableau et la carte des sensibilités au titre de la biodiversité et des paysages a été corrigée dans le SRC : les sites acquis par les départements en tant qu'ENS sont bien retenus de sensibilité majeure. Les autres sites des inventaires ENS sont retenus en sensibilité forte, l'autorisation étant conditionnée à l'absence d'effets négatifs notables sur l'espace labellisé ENS. La recommandation 44 qui propose d'effectuer un diagnostic écologique des sites avant remise en état doit s'apprécier au cas par cas en fonction des potentialités des sites et de leurs vocations ultérieures. L'importance de l'insertion des sites et de la qualité paysagère des lieux en cours d'exploitation et en fin d'activité (enjeux 4 et 5) est un enjeu partagé.
Conseil départemental 56	10/05/19	2 mois	pas d'avis reçu			
CDNPS -formation carrière 44	10/05/19	2 mois	pas d'avis reçu			
CDNPS -formation carrière 53	10/05/19	2 mois	27/06/19	compte rendu de réunion	favorable à l'unanimité	
CDNPS -formation carrière 14	10/05/19	2 mois	pas d'avis reçu			
CDNPS -formation carrière 50	10/05/19	2 mois	pas d'avis reçu			